



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contre la dictature de la dette et de l'austérité

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE GRECS

BULLETIN NPA ALCOA ST COSME

25 JUIN 2015

Depuis 2008 la Grèce vit sous le régime de plomb de l'austérité. Les résultats sont un désastre social et une catastrophe humanitaire : la dette est passée de 124% du PIB à 180% ; les salaires et les retraites ont été amputés de 30%, le chômage est passé de 8% à 28% (60% pour les jeunes), le système de santé est totalement délabré, le nombre de Grecs vivant sous le seuil de pauvreté a doublé.

La dette grecque n'est pas celle de son peuple

Les causes de cette situation sont connues : ce sont les politiques mises en place partout en Europe, y compris en France. La montée de la dette n'est que le

résultat des politiques suivies depuis des années pour satisfaire les banquiers, les capitalistes.

Quant aux «aides» dont a bénéficié la Grèce, les deux tiers des fonds ont servi à renflouer les banques (d'abord françaises et allemandes), pas à secourir les couches populaires... La dette grecque n'a donc rien de légitime : elle est le produit de politiques favorables aux privilégiés.

Leur mépris des peuples

En votant pour Siriza en janvier dernier, les grecs ont dit qu'ils voulaient en finir avec l'austérité. Mais depuis 5 mois, le Fond monétaire international (FMI), la Commission européenne (CE) et la Banque centrale européenne (BCE) n'ont qu'une idée en tête : obliger le gouvernement grec à renoncer aux mesures les plus progressistes de son programme, l'acculer à la capitulation. Et à l'exception de quelques mesures votées par le parlement, le 1^{er} ministre Tsipras a déjà reculé sur les principaux points de son programme.

En début de semaine, le gouvernement grec a accepté de nouveaux reculs, notamment sur la question des retraites et sur de nouvelles taxes pour obtenir le déblocage d'une tranche d'aide de 7,2 milliards d'euros afin de poursuivre le remboursement de la dette aux conditions de la Troïka.

Ce qui n'empêche pas Hollande d'en demander encore plus en déclarant : « *Les bases d'un accord sont aujourd'hui réunies* » même s'il « *reste du travail entre les institutions et le gouvernement grec* » ! Et cela au

moment même où le gouvernement Vals-Macron-Cazeneuve accélère ses attaques contre le monde du travail, les retraités, les exilés, les jeunes.

Faire de la Grèce un exemple

En piétinant le choix des électeurs grecs, il s'agit pour Hollande, Merkel et toutes les bourgeoisies européennes de faire de la Grèce un exemple. Afin de prouver qu'on ne peut pas échapper à l'austérité. Et éviter que sa révolte ne fasse tâche d'huile, non seulement en Espagne, mais ici aussi ou en Allemagne. Mais lorsque Juncker, le Président de la Commission européenne se croit malin en déclarant : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* », il ne prouve qu'une chose.

C'est qu'il ne suffit pas de voter pour en finir avec l'austérité. C'est qu'il n'y a pas de changement possible sans mobilisation d'ampleur, en défense de mesures radicalement

anticapitalistes.

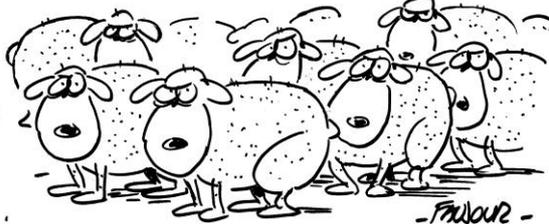
En voulant à tout prix chercher à trouver un impossible compromis avec les institutions internationales, Tsipras a refusé d'utiliser, jusqu'à présent, la seule arme efficace. Un appel à la mobilisation du peuple pour engager le bras de fer : en arrêtant de rembourser la dette, en imposant le contrôle des capitaux pour les empêcher de fuir et en expropriant le système bancaire pour l'empêcher de nuire.

Solidarité avec le peuple grec

En Grèce comme ici, la réponse à l'arrogance des affameurs est la solidarité des travailleurs et des peuples pour défendre leurs droits, imposer l'annulation de la dette dont ils ne sont en rien responsables. Plus que jamais, le NPA revendique son annulation.

La résistance du peuple grec est nécessaire à tous les peuples européens. C'est pourquoi nous devons l'aider à changer le rapport de force qui l'écrase.

LA GREÈCE TONDUE PAR LA TROÏKA



PARCE QU'ON
REFUSE DE
COLLABORER...

- FAUCON -

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



RENAULT ET PSA LORGNENT VERS L'AFRIQUE

Après les usines Renault à Tanger et Oran, c'est au tour de PSA d'annoncer une usine à Kenitra au Maroc et un projet en Algérie. Preuve que l'Afrique du Nord demeure une région importante pour le capitalisme français. Le travail des salariés, en France et tous les autres pays, est à l'origine des profits utilisés pour investir. Avec ces nouvelles usines, Renault et PSA augmentent la concurrence pour peser sur les salaires et les conditions de travail de tous.

Mais la grande grève qui s'est déroulée, il y a un mois, avec succès chez Renault en Turquie pour une augmentation des salaires montre comment les politiques patronales peuvent être mises en échec. Les luttes des uns servent les intérêts de tous ! Renault et PSA en Afrique : cela doit stimuler la solidarité avec les travailleurs de l'autre côté de la Méditerranée pour être plus forts ensemble.

SILENCE, LAISSEZ NOUS POLLUER ET EMPOISONNER EN PAIX

Déjà, le gouvernement avait essayé de l'instituer dans la loi Macron 1 : un amendement sur le "secret des affaires", qui aurait considérablement réduit la capacité d'enquête des journalistes sous couvert de lutte contre l'espionnage industriel. Une censure pour interdire de dénoncer les magouilles et illégalités des grands groupes industriels. Une telle disposition aurait empêché de parler du Mediator, de l'amiante, de HSBC, de l'évasion fiscale, de l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh ou de l'industrie du tabac notamment.

Et voici que c'est l'Europe qui projette une directive européenne allant dans le même sens. Empêchons les de nous cacher les vérités !

A PSA, L'ARGENT DE NOS IMPOTS SERT A LICENCIER ET A PAYER LES ACTIONNAIRES.

PSA a eu droit au titre du CICE à une baisse de 126 millions d'euros d'impôts en deux ans pour servir à empêcher les licenciements. Or PSA a supprimé, dans le même temps, plus de 10 000 emplois. Parallèlement, PSA a augmenté les dividendes de ses actionnaires. Bref, l'État finance directement les actionnaires de Peugeot.

LA HONTE DE LA CHASSE AUX MIGRANTS

Depuis des semaines, les autorités françaises se livrent à une odieuse chasse aux migrants à Paris, en France, et à la frontière italienne, se situant qui plus est, dans l'illégalité la plus totale, puisque ces réfugiés de dictatures ou de pays en guerre sont protégés par des lois européennes. "On ne peut accueillir toute la misère du monde", expliquent en chœur les gouvernants, qui courent après les électeurs du Front National.

Ils sont quand même gonflés : rapportée à sa population, la France est le pays d'Europe qui accueille le moins de réfugiés. L'Allemagne, souvent prise ici comme exemple, a accueilli déjà 70 000 syriens, la Suède, pays de 10 millions d'habitants, en a déjà accueilli 30 000 ! La France s'engage péniblement sur... 500 !

Et ceux qui utilisent la basse démagogie des moyens d'accueil sont ceux qui trouvent des milliards pour les Jeux Olympiques par exemple, ou pour mener des conflits dans le monde, qui entraînent ces flux migratoires.

A RENNES, PSA VEUT RETIRER 120 EUROS PAR MOIS, RESULTAT : 11 DEBRAYAGES

Le 2 juin, 800 ouvriers de l'usine de PSA Rennes-La Janais ont cessé le travail une matinée. Depuis, ils ont débrayé 4 fois entre le 8 et le 11 juin, puis tous les jours de la semaine du 15 au 20 juin, et ils ont prévu de continuer le 22 juin parce que la direction a annoncé la fin du transport des ouvriers et surtout, la suppression d'une prime d'équipe de 120 euros par mois.

Enfin, il y aurait une pause déjeuner non payée. La direction veut faire passer la seule équipe qui reste (du matin) en horaires de jour tout en imposant une « garantie journalière de production ». Ce qui obligerait à rester tant que le plan quotidien n'est pas fait mais fait perdre la prime d'équipe.

Cette prime n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Au-delà, il y a la baisse continue des emplois sur le site, les conditions de travail dégradées, les nouveaux horaires avec les samedi et l'overtime.

LICENCIER SANS FRAIS POUR MIEUX EMBAUCHER ?

Valls nous apprend que si les patrons refusent d'embaucher malgré les milliards d'allègements fiscaux ou sociaux offerts par le biais du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) ou du Pacte de croissance, c'est parce qu'ils craindraient... de ne pas pouvoir licencier sans risque.

Et c'est pour leur faciliter la tâche que notre ministre accède à une vieille revendication du MEDEF, en « sécurisant » leurs licenciements abusifs, ceux que les prud'hommes sanctionnent.

Désormais, les indemnités versées aux travailleurs licenciés sans « cause réelle et sérieuse » seront plafonnées, au lieu d'être calculées en fonction du préjudice réellement subi. Grâce à cette mesure pourrie, c'est dès la signature du contrat de travail que l'employeur saura et pourra provisionner ce que lui coûtera un licenciement abusif !

Le « socialiste » Valls aime tellement les patrons qu'il est prêt à démanteler tout ce qui protégeait encore un peu les salariés, face à l'arbitraire patronal.

II FAUT EMBAUCHER, PAS AGRESSER LES CHOMEURS !

Durant sa campagne électorale de 2012, un certain François Hollande avait dénoncé un projet de Nicolas Sarkozy sur le contrôle des chômeurs, déclarant : « Il n'est jamais utile pour un président sortant qui est en échec de s'en prendre aux plus fragiles (...) Ce n'est pas ceux qui sont les victimes qui doivent aujourd'hui être les responsables. »

Et voilà une saloperie de plus : ce gouvernement vient d'annoncer la création de 200 postes de conseillers spécialisés au sein de Pôle emploi... pour « renforcer le contrôle des chômeurs » !

153 MILLIONS

C'est en euros le montant des rémunérations globales des dirigeants des entreprises du CAC 40 en 2014. Un chiffre qualifié de « vertigineux » par le journal patronal La Tribune... en hausse de 10,1 % par rapport à l'année précédente ! Elle est pas belle la vie ?

Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63